

# Négocié

L'Humanité, 13 mars 1992

- Le conflit rwandais est-il d'ordre ethnique ?

- Pas du tout. Si vous allez vous promener à Kigali, qui prendrez-vous pour un Tutsi, ou un Hutu ? Le Front patriotique rassemble toutes les couches de la population. Mais, pour durer, le gouvernement se sert d'un prétendu conflit interethnique. Ce qu'il veut sauver, c'est le pouvoir personnel du président, sans contrôle de la part des partis qui ont un rôle de figurants. Nos propositions n'ont pas abouti, principalement la formation d'un gouvernement transitoire, la participation de toutes les forces vives du pays, le retour des réfugiés évalués à 2 millions sur 7,5 millions d'habitants, la paix à l'intérieur et des réformes administratives.

- Pensez-vous y arriver les armes à la main ?

- Là n'est pas la question. Notre offensive vise à obliger le gouvernement à négocier, et non à gagner une

guerre. C'est une question de volonté politique, le peuple rwandais doit se libérer d'une dictature, cette volonté nous l'avons. Le régime ne respecte pas l'actuel cessez-le-feu, il faut l'y pousser afin d'aller vers une paix définitive. Le recours à la guerre vise aussi à sensibiliser l'opinion internationale.

- L'ambassadeur de France à Kigali a déclaré que l'intervention militaire de Paris repose sur des intérêts régionaux.

- Alors que la France l'explique franchement, nous saurions à quoi nous en tenir. Mais est-ce que ces intérêts justifient le massacre de Rwandais ? Je souhaiterais que la France soit plus humaine en Afrique. Elle n'est pas notre ennemie, mais pourrait faire preuve de plus de compréhension, aider les Rwandais à se réconcilier, et ne pas vouloir imposer des solutions. Au Rwanda, elle aurait mieux servi le peuple en maintenant pas le régime de Habyarimana. Après trente ans d'indépendance...